



COMMENT LE LIBERALISME A ERADIQUE LA PAUVRETE

Par Hugo RAGAIN, Analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le libéralisme économique est souvent une source de débats passionnés, notamment en France. Ses détracteurs dénoncent ses dérives, qu'ils associent à l'accentuation des inégalités, la concentration des richesses et la domination des multinationales. Cependant, au-delà de ces critiques, se trouve une réalité économique incontestable : le libéralisme a été l'un des plus puissants leviers de réduction de la pauvreté dans l'histoire moderne. À travers son écosystème fondé sur la liberté d'entreprendre, l'ouverture des marchés et la concurrence, le libéralisme a permis à des millions de personnes à travers le monde de sortir de la pauvreté, favorisant une prospérité partagée et des progrès sociaux majeurs.

Depuis le XVIII^e siècle, avec les premières révolutions industrielles, les sociétés ayant adopté les principes du libéralisme ont vu émerger une croissance économique sans précédent. **Les innovations technologiques et l'industrialisation, deux piliers du capitalisme libéral, ont engendré des gains de productivité significatifs.** Ces gains ont transformé non seulement les économies occidentales mais aussi, plus tard, celles de pays en développement prenant ce tournant idéologique, où des millions de personnes, autrefois condamnées à la pauvreté extrême – notamment à cause de la mise en pratique d'un communisme délétère -, ont vu leurs conditions de vie considérablement s'améliorer. Dans les années 1980 et 1990, avec l'accélération de la mondialisation et la libéralisation des échanges internationaux, ces dynamiques se sont amplifiées. Des pays comme la Chine, l'Inde et plusieurs États d'Asie du Sud-Est¹ ont adopté des réformes libérales, intégrant leurs économies dans le système mondial. **Résultat : des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté et de nouvelles classes moyennes ont émergé.** Le cas de la Chine est particulièrement frappant. En l'espace de quelques décennies, des réformes basées sur le marché ont permis de faire passer des centaines de millions de personnes de la misère à un niveau de vie nettement supérieur,

¹ De manière non exhaustive la Thaïlande et Taiwan sont les deux meilleurs exemples.

ce que même les politiques de redistribution les plus ambitieuses n'auraient pu accomplir sans la croissance alimentée par l'ouverture économique exceptionnelle de son maillage industriel.

Le libéralisme a également **eu des effets indirects majeurs sur la réduction de la pauvreté**, notamment à travers l'augmentation des échanges internationaux. Le libre-échange a permis aux pays en développement d'accéder à de nouveaux marchés pour leurs produits, stimulant ainsi leur production et créant des emplois. La spécialisation, l'un des fondements théoriques du libéralisme, a encouragé les nations à se concentrer sur les secteurs où elles avaient un avantage comparatif, maximisant ainsi leur potentiel de croissance. De même, la protection des droits de propriété et la stabilité juridique qu'exige une économie libérale ont favorisé l'investissement, tant domestique qu'étranger, dans des régions longtemps ignorées par le capital international. Nous pouvons citer comme exemple probant de ces effets les pays Baltes qui, après avoir subi l'URSS et le communisme, ont libéralisé leurs économie, l'Estonie est par ailleurs devenue un pays en pointe de l'économie numérique et trône le classement des pays à l'économie la plus ouverte au monde.

En outre, **l'innovation, moteur clé du libéralisme, a eu des effets transformateurs sur la réduction de la pauvreté**. Les avancées technologiques dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation, en grande partie dues aux incitations du marché et à la recherche de profits, ont permis d'améliorer radicalement la qualité de vie dans des régions autrefois marginalisées. L'introduction de nouveaux outils agricoles, de médicaments génériques et d'accès numérique à l'information a changé la donne pour des millions de personnes dans les pays en développement.

Cependant, **il serait réducteur de ne voir dans le libéralisme qu'une solution purement économique à la pauvreté**. Il s'agit également d'un système qui valorise la liberté individuelle, et qui, par essence, promeut l'autonomisation des individus. La possibilité pour chacun de devenir un

acteur économique à part entière, de développer une entreprise ou d'innover sans contrainte excessive a permis de libérer un potentiel créatif immense, contribuant ainsi à un écosystème où l'initiative individuelle est motrice de croissance. C'est ainsi que la mobilité sociale est fortement encouragée et recherchée dans un système libéral comme ceux que nous connaissons.

AVANT-PROPOS	2
<i>La pauvreté : une notion relative dans l'analyse des inégalités sociales</i>	<i>6</i>
Les indicateurs de pauvreté	6
La pauvreté absolue : une approche monétaire minimale	6
La pauvreté relative : une approche basée sur la distribution des revenus	7
Coefficient de Gini dans le calcul de la pauvreté relative	8
L'indice de développement humain (IDH) : une approche multidimensionnelle	9
L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) : un outil avancé.....	10
La justification des politiques égalitaristes justifiées par ces indicateurs	11
L'élimination de la pauvreté vecteur d'amélioration de la qualité de vie	13
<i>Libéralisme, néolibéralisme : un concept mal maîtrisé qui alimente les fantasmes</i>	<i>18</i>
Qu'est-ce qu'une politique libérale ?	18
Le néolibéralisme, le libéralisme à l'ère de la mondialisation	20
Quels fondements pour une politique libérale à l'ère moderne ?	22
<i>Comment le libéralisme a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté</i>	<i>25</i>
La Chine, cas d'école du libéralisme	25
Cas comparé de l'Asie du Sud-Est	30
L'Amérique latine a aussi bénéficié des ouvertures de marchés	33
CONCLUSION.....	Erreur ! Signet non défini.

LA PAUVRETE : UNE NOTION RELATIVE DANS L'ANALYSE DES INEGALITES SOCIALES

LES INDICATEURS DE PAUVRETE

La pauvreté est un concept complexe et abstrait, qui dépasse largement la simple question du revenu. Plusieurs institutions internationales et chercheurs ont tenté d'appréhender cette réalité à travers différents indicateurs et méthodes de calcul. Selon le contexte, la pauvreté peut être mesurée de manière absolue, relative, ou multidimensionnelle, en intégrant des aspects sociaux et économiques divers. Les définitions de la pauvreté sont essentielles, car elles influencent directement les politiques publiques et la manière dont les sociétés adressent les inégalités et les privations. Nous expliquerons ici les différentes méthodes de calcul de ces indicateurs afin d'en dresser un panorama varié.

La pauvreté absolue : une approche monétaire minimale

L'un des premiers indicateurs de la pauvreté est celui du seuil de pauvreté absolue. Cette approche est fondée sur une estimation monétaire des besoins essentiels que chaque individu doit pouvoir satisfaire pour vivre dignement. Le seuil de pauvreté absolue est souvent calculé en fonction du coût d'un panier de biens et services minimums, comprenant les besoins élémentaires en nourriture, logement, vêtements, soins de santé et éducation. **La Banque mondiale définit actuellement le seuil de pauvreté absolue à 1,90 USD par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA).** Cette valeur est ajustée périodiquement pour tenir compte de l'inflation et des variations des prix entre pays. La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un concept économique qui permet de comparer le niveau de vie entre différentes économies en ajustant les prix d'un panier commun de biens et services.

La méthode de calcul du seuil de pauvreté absolue est relativement simple : elle repose sur l'estimation de ce que coûterait, dans une monnaie locale, la satisfaction des besoins de base. **Pour chaque pays, le seuil de pauvreté (P_{abs}) est ajusté à la PPA selon la formule suivante :**

$$P_{abs} = \frac{1,90}{PPA}$$

Ici, PPA représente le taux de conversion des devises locales en termes de pouvoir d'achat réel, et non en fonction des taux de change du marché, ce qui permet de comparer des niveaux de vie à l'échelle internationale. Cette approche monétaire présente des avantages en matière de simplicité et d'universalité, mais elle ne tient pas compte des disparités locales au sein des pays, ni des autres dimensions du bien-être humain.

La pauvreté relative : une approche basée sur la distribution des revenus

Dans les pays à revenus intermédiaires et élevés, la pauvreté est souvent mesurée de manière relative à contrario de l'indicateur précédent. **Contrairement à l'approche absolue, la pauvreté relative prend en compte la distribution des revenus au sein d'une société et la position d'un individu par rapport aux autres.** Elle permet de mieux cerner la capacité des individus à participer pleinement à la vie économique et sociale, et intègre l'idée que la pauvreté est liée à l'inégalité. L'indicateur le plus couramment utilisé pour mesurer la pauvreté relative est le seuil de pauvreté en pourcentage du revenu médian. En Europe, une personne est considérée comme pauvre si son revenu est inférieur à 60 % du revenu médian de son pays. Le revenu médian est la valeur qui sépare la population en deux moitiés égales : la moitié des individus gagne plus que le revenu médian, et l'autre moitié gagne moins.

Pour représenter mathématiquement ce calcul, nous exprimons alors le seuil de pauvreté relative P_{rel} par l'équation suivante :

$$P_{rel} = 0,6 \cdot M$$

Où M représente le revenu médian dans une société donnée.

Cette approche relative de la pauvreté prend en compte le contexte social et économique et reflète mieux les réalités de la vie dans les pays développés. Elle permet également de capturer les phénomènes d'exclusion sociale et de marginalisation qui peuvent persister même lorsque les niveaux de revenu absolu sont relativement élevés.

Coefficient de Gini dans le calcul de la pauvreté relative

La mesure de la pauvreté relative est souvent accompagnée par le revenu disponible ajusté, qui tient compte des transferts sociaux (prestations sociales, pensions, allocations familiales) et des impôts directs. Ces ajustements sont importants car ils permettent de mieux refléter la réalité du revenu disponible pour les ménages après intervention de l'État. Le coefficient de Gini est alors l'indicateur clé pour mesurer les inégalités de revenus au sein d'une société. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité maximale). Il est calculé à partir de la courbe de Lorenz développée par l'économiste Max O. Lorenz en 1905, elle est un outil graphique qui permet de représenter la distribution des revenus (ou de la richesse) dans une société donnée en représentant la répartition cumulative des revenus. Un coefficient de Gini élevé peut signaler une répartition très inégale des revenus, souvent corrélée à des niveaux de pauvreté relative élevés. On calcule le coefficient de Gini comme ceci :

$$G = \frac{E}{2M}$$

Où M représente ici la moyenne des revenus et E indique la différence moyenne des coefficients de Gini des revenus. Autrement dit, E est calculée comme la moyenne des écarts absolus pour tous les couples de la variable statistique considérée. Cette différence moyenne évalue l'écart attendu entre les revenus de deux individus choisis au hasard avec remise dans la

population étudiée. Par conséquent, si $(x_i)_{1 \leq i \leq n}$ désignent les revenus des n individus, on obtient :

$$E = \frac{1}{n^2} \sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n |x_i - x_j|$$
$$M = \frac{1}{n} \sum_{k=1}^n x_k$$

Alors, un coefficient de Gini élevé dans un pays signifie que les revenus sont concentrés dans une petite fraction de la population, ce qui exacerbe la pauvreté relative, même si la pauvreté absolue est faible. **A titre d'exemple, en 2022 l'INSEE évalue le coefficient de Gini de la France à 0,294.**

L'indice de développement humain (IDH) : une approche multidimensionnelle

L'Indice de Développement Humain (IDH) a été développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans le but d'offrir une vision plus holistique de la pauvreté. Contrairement aux indicateurs purement monétaires, l'IDH prend en compte trois dimensions clés du bien-être humain : **la santé, l'éducation et le niveau de vie.**

Les trois dimensions de l'IDH sont calculées à partir d'indicateurs spécifiques :

Santé : mesurée par l'espérance de vie à la naissance.

Éducation : calculée par la durée moyenne et la durée attendue de scolarisation.

Niveau de vie : représenté par le Revenu National Brut (RNB) par habitant, ajusté en PPA.

L'IDH est obtenu en normalisant chaque dimension entre 0 et 1, puis en prenant la moyenne géométrique des trois indices normalisés :

$$IDH = (I_{santé} \cdot I_{education} \cdot I_{Niv_{vie}})^{1/3}$$

L'IDH est largement utilisé pour évaluer les progrès économiques et sociaux dans le temps et entre pays. Il permet de capturer des aspects de la pauvreté qui ne peuvent être réduits à des mesures de revenu. Cependant, il présente des limites, notamment en ce qui concerne les inégalités internes. Un pays peut avoir un IDH élevé tout en connaissant de fortes disparités entre ses régions ou entre ses populations, c'est de plus en plus le cas de la France ces derniers temps.

L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) : un outil avancé

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM), développé par le PNUD en collaboration avec l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), est un outil puissant pour mesurer la pauvreté dans ses dimensions les plus diverses. L'IPM combine des indicateurs de privation en matière d'éducation, de santé et de conditions de vie. L'IPM mesure la proportion de la population qui est privée dans plusieurs dimensions de la vie. **Un ménage est considéré comme pauvre si ses privations couvrent 30 % ou plus des indicateurs. Le calcul de l'IPM pour un ménage se fait ainsi :**

$$IPM = \sum_{i=1}^n w_i \cdot I_i$$

Où w_i représente la pondération attribuée à l'indicateur I_i et n est le nombre d'indicateurs. Cet indicateur permet d'évaluer la pauvreté sous un angle plus riche et plus complexe que la simple pauvreté monétaire.

Ces différents indicateurs permettent de mesurer la pauvreté selon certaines situations, cependant, il est compliqué d'obtenir un indicateur neutre qui ne possède pas de faiblesse structurelle dans son analyse ou son calcul.

LA JUSTIFICATION DES POLITIQUES EGALITARISTES JUSTIFIEES PAR CES INDICATEURS

La pauvreté est un concept fondamental pour la formulation des politiques sociales, car elle reflète non seulement la situation matérielle des individus, mais aussi les priorités et les choix de société. À travers les siècles, **les sociétés ont développé diverses interprétations de la pauvreté, chacune influençant la manière dont les gouvernements définissent et traitent ce phénomène.** Bien que la réduction de la pauvreté soit souvent présentée comme un objectif universel, la définition de ce qui constitue la pauvreté reste sujette à des variations considérables selon les contextes économiques, culturels et politiques. Ces variations permettent aux acteurs publics et privés d'adapter leurs stratégies en fonction des circonstances et des objectifs idéologiques.

L'une des premières utilisations du concept de pauvreté réside dans sa capacité à justifier l'intervention de l'État pour corriger les déséquilibres du marché. **Cette approche, qui trouve ses racines dans les théories économiques de John Maynard Keynes et dans les modèles d'État-providence, considère que le marché seul ne peut pas garantir une répartition équitable des ressources.** La pauvreté, en particulier dans ses formes extrêmes, est perçue comme une conséquence des inégalités structurelles du capitalisme, nécessitant des mesures correctrices pour assurer une certaine justice sociale. Ainsi, les politiques redistributives, telles que les systèmes d'allocations, d'aides sociales ou encore de subventions, sont justifiées par la nécessité de réduire les disparités économiques, tout en offrant un filet de sécurité aux plus vulnérables. Ces politiques s'inscrivent dans une vision où l'État est perçu comme le garant du bien-être de ses citoyens, à travers une série d'interventions économiques et sociales pour atténuer les effets négatifs de la pauvreté. D'autre part, la pauvreté est également utilisée pour justifier des politiques égalitaristes qui visent non seulement à corriger les inégalités économiques, mais aussi à promouvoir une égalité des chances. Dans ce cadre, la pauvreté est perçue comme un obstacle à la participation active des citoyens à la vie économique, sociale et

politique. Les politiques d'inclusion sociale, de formation professionnelle ou d'accès universel aux services publics répondent à cette vision en cherchant à réduire les écarts entre les groupes sociaux. Cela se manifeste dans des programmes visant à améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé ou au logement, souvent financés par des prélèvements fiscaux progressifs et redistributifs. **En Europe, notamment, de nombreuses politiques sociales s'inspirent de ce modèle où l'égalité des chances et la lutte contre la pauvreté sont des piliers fondamentaux de l'action publique.** L'idée est que la réduction des écarts de revenu, tout comme l'accès universel aux services essentiels, est un facteur déterminant pour assurer une société plus cohésive et plus stable.

Toutefois, **cette interprétation de la pauvreté comme justifiant l'intervention de l'État est souvent contestée par les courants libéraux.** Selon ces derniers, une politique trop centrée sur la redistribution risque de créer des désincitations au travail et de générer une dépendance excessive à l'égard des aides publiques. Les critiques de ces politiques égalitaristes soutiennent que la réduction de la pauvreté devrait se faire non pas par des transferts directs, mais par la promotion d'une économie dynamique, créatrice d'emplois et génératrice de richesses. Les réformes libérales visent ainsi à favoriser l'entrepreneuriat, l'innovation, et à rendre le marché du travail plus flexible, permettant aux individus de sortir eux-mêmes de la pauvreté grâce à leur participation à la croissance économique. La vision néolibérale valorise l'autonomie individuelle et cherche à limiter le rôle de l'État en matière de redistribution, considérant que celle-ci engendre souvent des inefficacités et des désincitations.

L'usage du concept de pauvreté pour légitimer des politiques publiques ne se limite pas à une opposition binaire entre redistribution et promotion de la croissance. De nombreuses réformes récentes s'efforcent de concilier ces deux objectifs, en adoptant des approches hybrides. C'est le cas, par exemple, des politiques actives du marché du travail, qui combinent une aide financière aux plus pauvres avec des mesures incitatives pour les réintégrer dans l'emploi, c'est notamment le cas dans les pays du Nord de

l'Europe et leur modèle flexi sécuritaire. De même, la question de la pauvreté est de plus en plus liée à celle de la justice environnementale et du développement durable, dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. La lutte contre la pauvreté est ainsi intégrée dans une stratégie plus large de transformation des modes de production et de consommation, qui prend en compte non seulement les besoins immédiats des populations, mais aussi la préservation des ressources naturelles pour les générations futures.

L'ELIMINATION DE LA PAUVRETE VECTEUR D'AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE

La réduction, voire l'élimination de la pauvreté, ne se résume pas uniquement à la hausse des revenus des plus démunis. Elle constitue également un vecteur majeur d'amélioration de la qualité de vie, un concept plus large et multidimensionnel qui englobe notamment le bien-être général des individus et des sociétés. **L'éradication de la pauvreté, en tant qu'objectif sociétal, agit comme un catalyseur dans le processus d'amélioration des conditions de vie, influençant directement des dimensions de vie telles que l'accès aux services essentiels, la santé, l'éducation et la participation sociale et économique.** C'est donc une transformation à grande échelle qui dépasse la simple redistribution des ressources.

L'une des premières dimensions de cette amélioration est l'accès aux services essentiels, tels que la santé, l'éducation, le logement ou encore l'eau potable. Dans de nombreuses sociétés, la pauvreté constitue une barrière directe à l'obtention de ces services, ce qui renforce les inégalités. En éliminant la pauvreté, on permet aux individus d'accéder à des services de meilleure qualité, qui sont des prérequis pour une vie décente. Par exemple, l'accès universel à des soins de santé de qualité améliore non seulement l'espérance de vie, mais réduit également les coûts socio-économiques liés aux maladies évitables. De même, l'amélioration de l'accès à l'éducation, autre facteur clé de la qualité de vie, favorise une meilleure insertion dans le

marché du travail, réduit les inégalités intergénérationnelles, et encourage une participation plus active à la vie citoyenne. De plus, la lutte contre la pauvreté joue un rôle crucial dans la réduction des inégalités sociales et économiques, qui sont souvent associées à une dégradation de la qualité de vie. **Le développement des infrastructures publiques ou encore l'amélioration des transports publics sont autant de bénéfices tangibles qui découlent d'une lutte efficace contre la pauvreté.** Ces avancées contribuent à une plus grande mobilité sociale et à une égalité des chances, des éléments essentiels pour promouvoir une meilleure qualité de vie à l'échelle collective.

La sécurité économique constitue l'autre composante centrale de l'amélioration de la qualité de vie. Les individus qui vivent en situation de pauvreté sont souvent exposés à des risques économiques majeurs, tels que l'insécurité alimentaire, l'instabilité de l'emploi ou encore la précarité du logement. **L'élimination de la pauvreté permet non seulement de réduire ces risques, mais aussi de renforcer la résilience des individus face aux aléas de la vie. Les ménages ne sont plus contraints de faire des choix difficiles entre des besoins essentiels tels que se nourrir ou se soigner.** En libérant les individus de ces contraintes immédiates, la lutte contre la pauvreté permet à chacun de s'investir pleinement dans des projets à plus long terme, favorisant ainsi un bien-être accru et une qualité de vie plus durable. Par ailleurs, il est important de souligner que l'élimination de la pauvreté agit également comme un levier d'émancipation et de participation sociale. Lorsqu'ils ne sont plus limités par des conditions économiques précaires, les individus peuvent s'engager davantage dans la vie sociale, culturelle et politique de leur communauté, prenons comme exemples le maillage associatif des Etats-Unis bien plus dynamique et inclusif alors que la société est très souvent jugée comme libérale et égoïste. Cet engagement a des retombées positives sur le bien-être personnel et collectif, car il permet à chacun de contribuer à la construction d'une société plus solidaire et plus inclusive. La capacité à exercer pleinement ses droits citoyens, à participer activement à des décisions locales ou nationales, à

Comment le libéralisme a éradiqué la pauvreté ?

accéder à des loisirs culturels ou sportifs, est intrinsèquement liée à une meilleure qualité de vie et un quotidien avec du sens.

Un autre aspect souvent négligé dans l'analyse de la pauvreté est son impact sur la santé mentale et émotionnelle. **Vivre dans la pauvreté entraîne des niveaux de stress accrus, qui peuvent conduire à des troubles psychologiques comme l'anxiété ou la dépression.** En éliminant la pauvreté, on libère les individus de cette pression constante, leur permettant de se concentrer sur des objectifs plus épanouissants. La sécurité financière et la réduction des incertitudes quotidiennes jouent ainsi un rôle crucial dans l'amélioration de la santé mentale, élément fondamental de la qualité de vie. C'est notamment sur ce point que l'on utilise le bonheur national brut, les pays libéraux y sont d'ailleurs régulièrement représentés dans le top 10 :

Rang	Pays	Indice de bonheur				Indice de liberté économique	
		2021	2022	2023	2024	Rang 2024	Indice
1	Finlande	7,842	7,821	7,804	7,741	12	76,3
2	Danemark	7,620	7,636	7,586	7,583	7	77,8
3	Islande	7,554	7,557	7,530	7,525	23	70,5
4	Suède	7,363	7,384	7,395	7,344	9	77,5
5	Israël	7,157	7,364	7,473	7,341	26	70,1
6	Pays-Bas	7,464	7,415	7,403	7,319	11	77,3
7	Norvège	7,392	7,365	7,315	7,302	10	77,5
8	Luxembourg	7,324	7,404	7,228	7,122	5	79,2
9	Suisse	7,571	7,512	7,240	7,060	2	83
10	Australie	7,183	7,162	7,095	7,057	13	76,2
29	France	6,690	6,687	6,661	6,609	62	62,5

On le voit donc, les économies ouvertes telles que celles des pays concernés dans ce classement facilitent la hausse du bonheur. Comparativement, la tendance inverse s'observe sur le classement des 10 mauvais élèves :

Comment le libéralisme a éradiqué la pauvreté ?

Rang	Pays	Indice de bonheur				Indice de liberté économique	
		2021	2022	2023	2024	Rang 2024	Indice
156	Syrie	3,462 ²	3,462	3,462	3,462		
157	Malawi	3,600	3,750	3,495	3,421	129	52,1
158	Botswana	3,467	3,471	3,435	3,383	36	68
159	Zimbabwe	3,145	2,995	3,204	3,341	172	38,2
160	Congo (RDC)	4,311	4,311	3,207	3,295	160	47,6
161	Rwanda	3,415	3,268	3,268	3,268	135	51,6
162	Sierra Leone	7,392	7,365	7,315	7,302	163	44,6
163	Lesotho	3,512	3,512	3,512	3,186	133	51,9
164	Soudan du Sud	2,187	2,187	2,187	2,187	173 ³	33,9
165	Liban	4,584	2,955	2,392	2,707	154	48,3
166	Afghanistan	2,523	2,404	1,859	1,721		

Nous observons donc le lien entre économies ouvertes et l'indice de bonheur, les pays du top 10 étant dans un temps similaire compris dans le top 30 des pays à l'économie la plus ouverte. **Une anomalie statistique préexiste cependant avec le Malawi, 157^{ème} pays en termes d'indice de bonheur mais 36^{ème} en ouverture économique – soit bien mieux que la France -.** Cela s'explique en grande partie par l'économie du pays très fortement tournée vers l'agriculture et le besoin d'exportations de masse pour assurer la stabilité des financements publics du pays.

Enfin, il est crucial de comprendre que l'éradication de la pauvreté ne profite pas seulement aux individus les plus démunis, mais à la société dans son ensemble. Une population en meilleure santé, mieux éduquée et plus engagée est une population qui participe activement à la croissance

² En couleur sont indiqués les calculs de l'indicateur ne pouvant se faire en année n, la valeur n-1 est alors reprise

³ L'indicateur ne fait pas de différence entre Soudan et Soudan du Sud

économique, à l'innovation et à la stabilité sociale. L'élimination de la pauvreté favorise ainsi un cercle vertueux où la hausse de la qualité de vie individuelle entraîne une amélioration des conditions collectives. La création de richesses se diffuse de manière plus large, les tensions sociales diminuent, et les sociétés deviennent plus résilientes face aux crises économiques, sociales ou environnementales.

LIBERALISME, NEOLIBERALISME : UN CONCEPT MAL MAITRISE QUI ALIMENTE LES FANTASMES

QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE LIBERALE ?

Une politique libérale repose sur les fondements du libéralisme économique, **une doctrine qui place la liberté individuelle, la propriété privée et le marché libre au centre de l'organisation socio-économique.** Cette approche, théorisée dès le XVIII^e siècle par des penseurs comme Adam Smith et John Locke, et développée plus tard par Friedrich Hayek et Milton Friedman, penseurs contemporains du libéralisme, repose sur l'idée que la libre interaction des agents économiques dans un cadre de concurrence permet une allocation optimale des ressources. L'objectif est de maximiser la liberté d'action des individus et des entreprises, tout en minimisant l'intervention de l'État dans les affaires économiques.

Le premier pilier d'une politique libérale est la primauté de la *liberté individuelle*. En ce sens, chaque individu doit avoir la possibilité de choisir ses investissements, son travail et ses biens de consommation en fonction de ses préférences. Selon la pensée libérale classique, la somme de ces choix individuels conduit, par le biais du marché, à une organisation spontanée de l'économie. Cette "main invisible", décrite par Adam Smith dans *La Richesse des Nations* (1776), est supposée favoriser une meilleure répartition des ressources qu'une intervention étatique centralisée. Le deuxième principe clé est la *propriété privée*, vue comme la condition essentielle de la liberté économique. En protégeant les droits de propriété, l'État garantit que les individus puissent produire, échanger et accumuler des biens, créant ainsi un cadre incitatif à l'innovation et à l'investissement. John Locke, dans *Deux Traités du Gouvernement* (1690), défendait déjà l'idée que la propriété privée est un droit naturel et préexistant à l'État. Ce dernier n'a d'autre fonction que de la protéger, tout en s'abstenant d'intervenir dans sa gestion.

La *concurrence* est un autre fondement central des politiques libérales. Le marché est perçu comme le meilleur mécanisme de régulation des prix et de l'allocation des ressources. Selon cette logique, la concurrence stimule l'innovation, accroît l'efficacité et pousse les entreprises à proposer des biens et services de meilleure qualité à des prix plus bas. Friedrich Hayek, dans *La Route de la Servitude* (1944), soutenait que tout recourt à la planification étatique, au détriment de la concurrence, menait inévitablement à une perte de liberté individuelle et à une inefficacité économique croissante.

En pratique, les politiques libérales se traduisent par plusieurs mesures visant à libérer les forces du marché. La première de ces mesures est la *déréglementation*. L'objectif est d'éliminer les obstacles réglementaires jugés excessifs, qui freinent la compétitivité et l'efficacité des entreprises. Des secteurs comme les télécommunications, la finance ou encore l'énergie ont, par exemple, bénéficié de vagues de déréglementations qui ont permis l'entrée de nouveaux acteurs, augmentant ainsi la concurrence et réduisant les coûts pour les consommateurs.

Une autre mesure clé est la *réduction de l'intervention de l'État*. Selon le cadre libéral, l'État doit limiter son rôle à des fonctions régaliennes, telles que la protection des droits de propriété, l'ordre public et la fourniture de certaines infrastructures essentielles. Les politiques de redistribution, le contrôle des prix ou encore les subventions à certains secteurs économiques sont perçues comme des interférences avec les mécanismes naturels du marché, qui, à terme, faussent l'allocation des ressources et réduisent la compétitivité. Milton Friedman, dans *Capitalisme et Liberté* (1962), critiquait les politiques monétaires et budgétaires interventionnistes, arguant que celles-ci provoquaient souvent des déséquilibres économiques plutôt qu'une stabilisation des cycles. La *privatisation* des entreprises publiques ou des services publics constitue également une dimension centrale des politiques libérales. L'argument avancé est que les entreprises privées, motivées par le profit, sont plus efficaces et innovantes que les entreprises publiques. Les privatisations menées dans les années 1980 sous l'impulsion

de dirigeants tels que Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou Ronald Reagan aux États-Unis ont illustré cette approche, visant à libérer des secteurs entiers de l'économie du contrôle étatique pour les rendre plus compétitifs.

Pour conclure, la dernière des composantes majeures des politiques libérales est l'*ouverture des marchés* à l'international et la promotion du *libre-échange*. Les barrières commerciales, les quotas ou les droits de douane sont perçus comme des entraves à l'efficacité du marché global. David Ricardo, dans son principe de l'avantage comparatif, a montré comment chaque pays, en se spécialisant dans les productions où il est le plus efficace, pouvait tirer profit du commerce international et augmenter son bien-être économique.

LE NEOLIBERALISME, LE LIBERALISME A L'ERE DE LA MONDIALISATION

Le néolibéralisme, courant sous-jacent du libéralisme économique apparu dans la seconde moitié du XXe siècle, marque une adaptation et une intensification des principes libéraux à l'ère de la mondialisation. Si le libéralisme classique se concentrait sur la liberté individuelle et le rôle minimal de l'État dans l'économie nationale, le néolibéralisme étend ces principes à l'échelle mondiale, en insistant sur l'ouverture des marchés, la dérégulation internationale et le désengagement progressif des États dans la gestion des économies. Ce mouvement repose sur la conviction que les forces du marché, libérées des entraves étatiques, permettront une allocation optimale des ressources à l'échelle planétaire, favorisant ainsi la croissance et la prospérité pour tous les pays.

L'émergence du néolibéralisme est souvent associée aux travaux de l'École de Chicago, en particulier ceux de Milton Friedman et ses disciples. Contrairement au libéralisme classique, le néolibéralisme a pris son essor en réponse aux crises économiques des années 1970, telles que la stagflation, qui ont révélé les limites des politiques keynésiennes d'intervention de l'État

dans l'économie. L'échec apparent de ces politiques a encouragé une nouvelle génération d'économistes et de décideurs à promouvoir des solutions néolibérales axées sur le libre-échange mondial, la privatisation des actifs publics, et une réduction des régulations économiques. Ces idées ont été mises en œuvre dans les années 1980, 1990 et 2000 par des leaders politiques influents comme Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis que nous avons cité précédemment mais aussi Manmohan Singh en Inde ainsi que par Fernando Henrique Cardoso au Brésil.

Le néolibéralisme fait de la mondialisation économique un véritable cheval de bataille. Ainsi, le néolibéralisme perçoit la mondialisation non seulement comme une conséquence naturelle du progrès technologique et de l'interconnexion entre nations, mais également comme un levier pour dynamiser les économies locales et internationales. Dans ce cadre, l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence internationale est vue comme un moyen d'accroître l'efficacité économique à travers la division internationale du travail, conformément à l'avantage comparatif de Ricardo. Ainsi, le néolibéralisme pousse à la réduction des barrières commerciales, à l'encouragement des investissements directs étrangers (IDE) tout en fluidifiant les flux de capitaux à travers les frontières. **La signature d'accords de libre-échange, tels que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 ou la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, reflète cet effort néolibéral d'instaurer un cadre global facilitant les échanges commerciaux internationaux.** Sur le plan des *politiques économiques internes*, le néolibéralisme met également l'accent sur la *déréglementation* à grande échelle, non seulement des marchés nationaux comme pensé initialement par les libéraux dits classiques mais aussi des marchés internationaux. Les gouvernements néolibéraux, influencés par des institutions financières telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ont souvent adopté des programmes de réformes structurelles en vue de réduire les dépenses publiques, privatiser les entreprises publiques et promouvoir l'initiative privée. Ces réformes, connues sous le nom de "Consensus de Washington",

ont notamment été appliquées en Amérique latine dans les années 1980 et 1990 pour faire face aux crises de la dette souveraine. Ces mesures visaient à instaurer une discipline budgétaire, à contrôler l'inflation par une politique monétaire rigoureuse et à créer des environnements favorables aux investissements privés. Dans les pays en développement, **le néolibéralisme a souvent pris la forme de programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale, en contrepartie de l'octroi de prêts**. Ces programmes visent encore aujourd'hui à réduire les déficits publics, à privatiser les secteurs publics et à ouvrir les marchés nationaux aux investissements étrangers afin de faciliter les interconnexions entre les pays.

QUELS FONDEMENTS POUR UNE POLITIQUE LIBERALE A L'ERE MODERNE ?

Un libéralisme contemporain pourrait s'articuler autour d'une nouvelle lecture des principes fondateurs, ajustée aux dynamiques économiques complexes du XXI^e siècle. La mondialisation, l'accélération technologique et la transition écologique imposent de repenser le cadre libéral traditionnel, tout en restant ancré dans les principes de liberté économique et de responsabilité individuelle. Ce nouveau libéralisme pourrait être envisagé comme une réponse aux déséquilibres structurels actuels, combinant innovation institutionnelle et efficacité des marchés.

D'abord, l'idée d'un marché libre nécessitant certaines formes de régulation proactive s'imposeraient. Contrairement à la dérégulation pure et simple prônée par certains courants, une approche moderne pourrait admettre que les défaillances de marché – en particulier dans le cadre de la mondialisation – exigent une intervention pour corriger les asymétries. Ces interventions ne viseraient pas à limiter la liberté des acteurs économiques, mais à garantir des conditions de concurrence équitables, en particulier face aux monopoles technologiques ou aux inégalités accrues entre nations et régions. Dans ce contexte, le rôle de l'État deviendrait celui d'un régulateur des externalités négatives, notamment dans les secteurs liés aux nouvelles technologies, où le pouvoir de marché est de plus en plus concentré.

La transformation digitale de l'économie modifie inévitablement les fondements du libéralisme, évoqués précédemment, appelant à une adaptation des structures de marché. Contrairement aux marchés traditionnels, les plateformes numériques sont souvent dominées par des acteurs oligopolistiques capables d'exercer un contrôle disproportionné sur les flux d'information et les échanges. Un libéralisme moderne pourrait théoriser la nécessité de réguler ces plateformes afin de garantir un accès équitable aux marchés numériques, sans freiner l'innovation. Cela supposerait une surveillance active des comportements anti-concurrentiels et la mise en place de cadres juridiques souples mais réactifs pour prévenir les abus de position dominante. De plus, **la modernité impose de réévaluer le lien entre globalisation et politiques économiques nationales.** Alors que le libéralisme traditionnel valorise la libre circulation des capitaux et des biens, il devient nécessaire de théoriser l'impact des déséquilibres globaux sur la stabilité des économies nationales. Les écarts de développement économique et les divergences en matière de régulation fiscale ou environnementale entre pays ont accentué les inégalités globales. Le libéralisme moderne pourrait alors envisager une coordination accrue des politiques économiques internationales pour éviter les arbitrages fiscaux ou la "course au moins-disant" environnemental, tout en garantissant un cadre ouvert aux échanges. En ce sens, il devient alors essentiel de repenser les modèles de convergence afin de permettre à tout pays souhaitant s'insérer dans le système économique mondial de croître et d'atteindre des niveaux de performance similaires à d'autres pays concurrents. Enfin, l'investissement dans l'innovation et le capital humain deviendrait un vecteur fondamental de cette nouvelle théorie libérale. Plutôt que de réduire le rôle de l'État à un simple régulateur, il s'agirait d'en faire un facilitateur de la croissance endogène, favorisant l'innovation technologique par des investissements dans l'éducation, la recherche et les infrastructures critiques. Ce positionnement doit s'inspirer des théories de la croissance endogène où l'accumulation de savoirs et de compétences devient un facteur déterminant de la croissance à long terme. L'intervention de l'État serait donc justifiée par la nécessité de stimuler des secteurs stratégiques,

tout en s'assurant que les entreprises privées puissent en maximiser les retombées économiques et sociales.

Dans une vision libérale moderne, **il n'est plus possible de ne pas intégrer les enjeux environnementaux au cœur des dynamiques économiques**. Le libéralisme ne peut plus ignorer les défis écologiques car les externalités négatives associées à la dégradation de l'environnement représentent une menace directe pour la durabilité des marchés et la prospérité à long terme. Plutôt que de recourir à des mécanismes fiscaux contraignants, une approche libérale adaptée à cette réalité se focaliserait sur le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat. L'État jouerait un rôle de facilitateur, en incitant les entreprises à développer des solutions technologiques vertes par des investissements stratégiques dans les infrastructures écologiques, l'énergie renouvelable et la recherche. Cette intervention ciblée permettrait de lever les obstacles à l'adoption massive de technologies durables tout en préservant les principes de liberté économique. La concurrence entre entreprises favoriserait l'émergence d'innovations toujours plus efficaces alignant ainsi les impératifs environnementaux avec les opportunités économiques. La transition écologique, loin d'être perçue comme une contrainte, deviendrait une source de compétitivité et de croissance, intégrée naturellement au sein des marchés.

Dans cette perspective, le libéralisme moderne pourrait se distinguer de ses versions antérieures en cherchant à concilier la liberté individuelle avec une régulation étatique intelligente et limitée visant notamment à corriger les failles des marchés tout en soutenant la compétitivité et l'innovation. **Ce modèle théorique de « libéralisme adaptatif » doit mettre l'accent sur l'efficacité des marchés, l'internalisation des externalités et la coopération internationale, tout en s'adaptant aux défis contemporains de la technologie et de l'environnement**. Les modèles de croissance endogènes devront alors reposer comme base de cette réflexion afin de les adapter à des variables économiques contemporaines.

COMMENT LE LIBERALISME A PERMIS DE SORTIR DES MILLIONS DE PERSONNES DE LA PAUVRETE

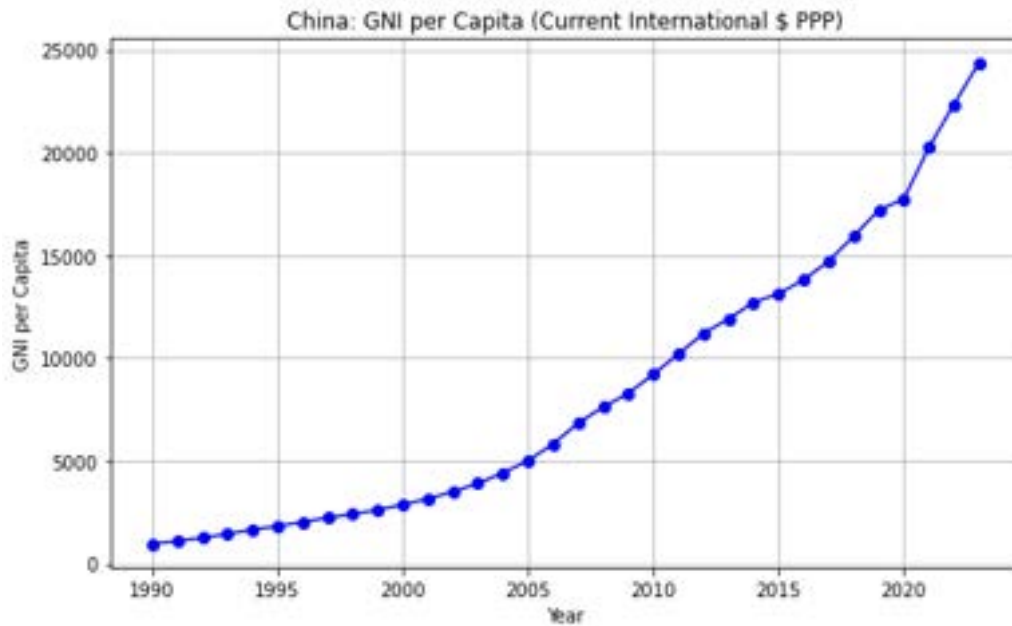
LA CHINE, CAS D'ECOLE DU LIBERALISME

Le développement économique de la Chine au cours des quarante dernières années est souvent considéré comme l'un des exemples les plus spectaculaires de transformation économique moderne. Ce processus, bien qu'inspiré par certains principes du libéralisme économique, s'est déroulé dans un contexte unique marqué par la prééminence du contrôle de l'État. En dépit des défis et des contradictions internes, l'expérience chinoise démontre que l'ouverture économique peut agir comme un moteur puissant pour sortir des millions de personnes de la pauvreté.

En 1978, après des décennies de gestion économique centralisée sous le régime maoïste, la Chine était un pays en grande partie rural, pauvre et isolé. L'économie chinoise souffrait d'une inefficience chronique, de niveaux de productivité faibles et d'un sous-développement industriel. Les réformes économiques d'ampleur au service de l'ouverture des marchés ont été initiées sous la direction de Deng Xiaoping, avec une vision pragmatique visant à introduire progressivement des éléments de marché dans l'économie planifiée. Le célèbre dicton de Deng, "Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, s'il attrape des souris, c'est un bon chat", reflétait bien cette volonté de dépasser les dogmes idéologiques pour privilégier une approche axée sur les résultats. Le lancement des "réformes et de l'ouverture" a marqué une première rupture avec le modèle maoïste. L'État a autorisé certaines formes d'initiative privée et a créé des zones économiques spéciales (ZES), notamment à Shenzhen, destinées à attirer les investissements étrangers. Ces zones ont bénéficié d'un environnement fiscal et réglementaire plus favorable pour faciliter la création d'entreprises et le développement industriel. Parallèlement, la réforme agraire de la «

responsabilité contractuelle des ménages » a transformé l'agriculture, permettant aux agriculteurs de vendre leur production excédentaire sur les marchés, augmentant ainsi leurs revenus et stimulant intrinsèquement la production.

L'élément clé du succès de la Chine repose sur son intégration progressive dans l'économie mondiale. En adoptant une stratégie d'industrialisation tournée vers l'exportation, inspirée par les exemples des "dragons asiatiques" (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, et Hong Kong), la Chine a rapidement capté des flux massifs d'investissements directs étrangers (IDE), particulièrement dans les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre. Les entreprises étrangères ont trouvé en Chine une main-d'œuvre abondante et bon marché, ainsi qu'une infrastructure industrielle en pleine expansion. Cela a permis au pays de devenir rapidement "l'usine du monde". En 2001, l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a constitué un tournant décisif, ouvrant encore davantage les portes du commerce international. Le pays a profité d'une forte croissance de ses exportations, notamment dans les secteurs de l'électronique, des textiles, et des biens de consommation, renforçant ainsi son rôle central dans les chaînes de valeur mondiales. **Le RNB par habitant, indicateur du niveau de vie général, est passé de 980 \$ en 1990 à 24 380 \$ en 2023**, une croissance qui illustre parfaitement cette transformation économique – voir figure ci-dessous -.

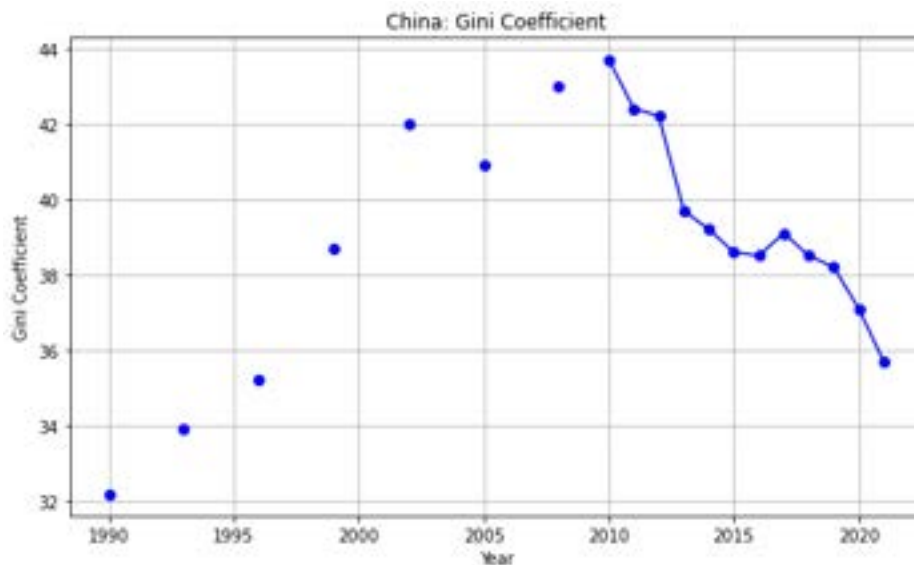


Les effets sur la pauvreté ont été phénoménaux. La Banque mondiale estime que plus de 800 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté absolue en Chine depuis les années 1980. **En 1990, environ 66,3 % de la population chinoise vivait avec moins de 1,90 \$ par jour, seuil de pauvreté absolue défini par la Banque mondiale.** En 2020, ce taux est tombé à moins de 1 %, marquant un exploit sans précédent dans l'histoire moderne.

La réduction de la pauvreté en Chine a été rendue possible par un ensemble de dynamiques économiques et sociales qui ont agi de manière conjointe. Le rôle de l'État, bien que central dans le processus, a également introduit des distorsions importantes, notamment en matière d'inégalités.

Tout d'abord, la croissance fulgurante de l'économie chinoise a ouvert des opportunités massives dans le secteur industriel, avec la création de millions d'emplois dans les zones urbaines. **Cette migration rapide des travailleurs des campagnes vers les villes a favorisé une transformation économique majeure.** L'ouverture de la Chine à l'économie mondiale, avec des réformes orientées vers le marché, a permis d'attirer d'importants investissements étrangers dans des zones économiques spéciales, principalement situées dans les provinces côtières. Cependant, cette dynamique a créé une dualité économique, exacerbée par la gestion étatique centralisée. D'une part, les

réformes de marché ont stimulé une économie ouverte, mais, d'autre part, la planification rigide de l'État communiste a maintenu un contrôle étroit sur les secteurs stratégiques, créant une friction entre les dynamiques concurrentes. La planification centralisée, bien que souvent évoquée comme un frein à la liberté économique, a permis à un pays aussi vaste que la Chine de conserver une certaine cohésion, facilitant la mise en œuvre de grandes réformes. Cependant, elle a aussi engendré une concentration de la richesse et des opportunités dans les régions côtières industrialisées, laissant les régions rurales plus pauvres à l'écart. Ce contraste s'est accentué avec le temps, générant des inégalités croissantes entre les zones rurales et urbaines. Par exemple, **le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenus, est passé de 32,2 en 1990 à un pic de 43,7 en 2010**, illustrant l'ampleur de ces disparités, cependant le coefficient de Gini de la Chine tend à s'abaisser de manière drastique une fois les politiques néolibérales des années 2000 mises en place.



L'État chinois, tout en facilitant cette transformation économique, a également maintenu un contrôle centralisé sur certains secteurs clés comme l'énergie et la finance. Cette intervention étatique, bien qu'utile pour préserver la stabilité macroéconomique, a souvent freiné l'innovation dans des secteurs où la flexibilité et la concurrence sont essentielles. Les entreprises publiques, malgré leur rôle central, restent moins productives

que leurs équivalentes privées, ce qui reflète les limites du modèle d'État planificateur.

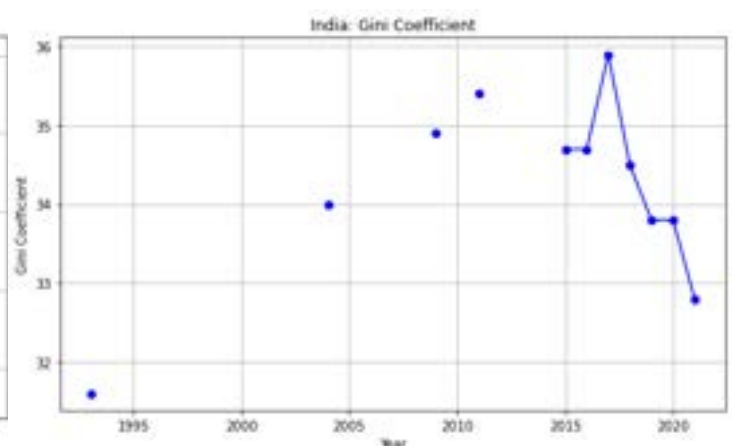
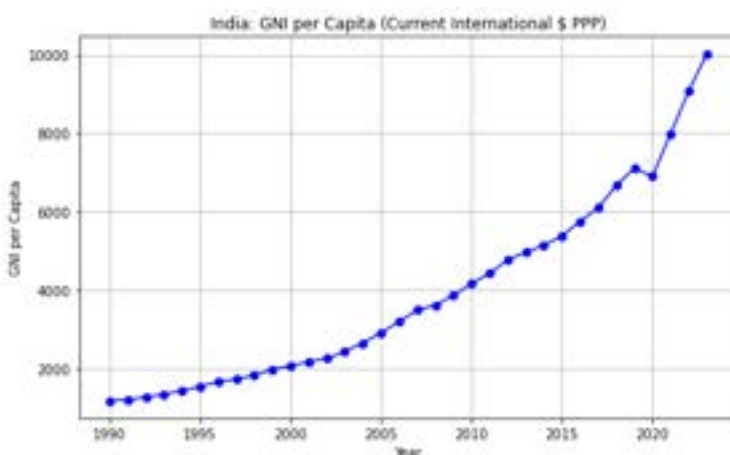
Les inégalités croissantes en Chine ne sont donc pas tant le résultat du libéralisme que de la dualité créée par cette économie hybride. La transition vers une économie de marché, en grande partie pilotée par des réformes successives, a permis de réduire drastiquement la pauvreté. Cependant, l'État, en maintenant un contrôle sur certains aspects clés de l'économie, a introduit des rigidités qui ont exacerbé les disparités. Cette concentration de pouvoir a, par exemple, permis à certaines provinces de capter l'essentiel des investissements, tandis que les provinces rurales, moins industrialisées, ont peiné à suivre le rythme de la croissance.

Malgré tout, **des dynamiques positives ont contribué à la réduction des inégalités à partir des années 2010**. Des programmes de redistribution, tels que des investissements massifs dans les infrastructures rurales, ont amélioré l'accès aux services publics dans ces régions délaissées. Par ailleurs, des politiques fiscales redistributives ont été mises en place pour atténuer les écarts de revenus. La réforme du système agraire a permis aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus, stimulant la consommation dans les zones rurales et réduisant ainsi une partie des inégalités entre villes et campagnes. L'un des aspects positifs du rôle de l'État communiste a été sa capacité à coordonner et unifier les réformes à travers tout le territoire, malgré sa vaste superficie et sa population immense. Cette centralisation a facilité l'adoption de réformes d'envergure nationale, ce qui aurait été difficilement réalisable dans un cadre plus libéral et fragmenté. Cependant, ces efforts centralisés n'ont pas toujours été suffisants pour répondre à la demande croissante de services et d'infrastructures dans les zones les plus reculées, ce qui continue de freiner la réduction des inégalités.

CAS COMPARE DE L'ASIE DU SUD-EST

L'Inde, le Vietnam, et la Thaïlande, bien que géographiquement proches, ont chacun emprunté des trajectoires politiques différentes, influencées par des idéologies distinctes, notamment le socialisme et le communisme. Ce sont ces contextes politiques variés qui ont défini, puis redéfini leurs économies et ont eu un impact significatif sur leurs niveaux d'inégalité, représentés par les variations de leurs coefficients de Gini, ainsi que sur la croissance de leur Revenu National Brut (RNB) par habitant.

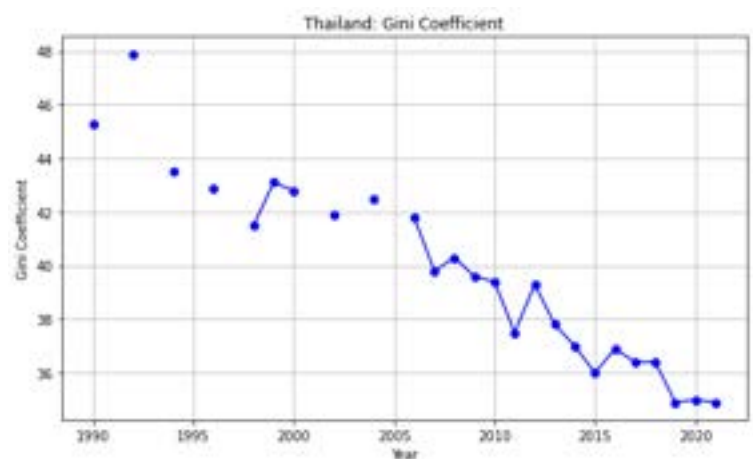
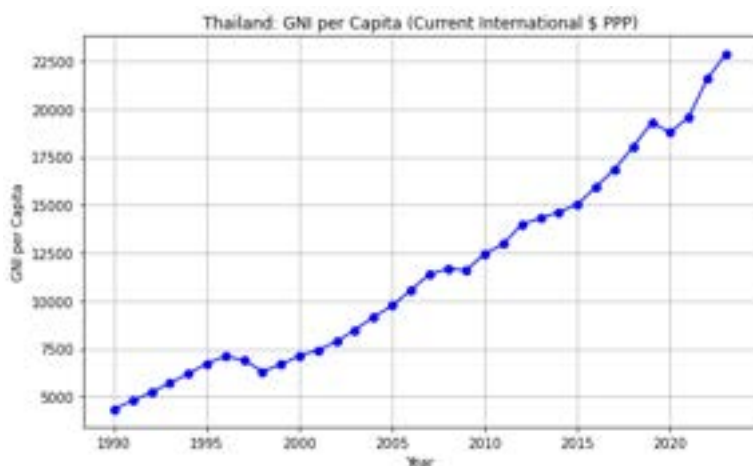
L'**Inde**, qui s'est éloignée du socialisme à partir des réformes économiques de 1991, est passée d'une économie dirigée vers une économie de marché en introduisant des réformes qui visaient la libéralisation de l'économie. Les mesures comprenaient la privatisation partielle de certaines industries, la libéralisation du commerce et des investissements étrangers ainsi que la déréglementation des marchés. **Ces changements ont permis une hausse notable du RNB par habitant, montrant que l'ouverture aux capitaux et au commerce internationaux a dynamisé l'économie indienne en profondeur.** La libéralisation progressive a permis de réduire les inégalités, bien que de manière modérée – l'indice de Gini restant élevé -, en élargissant les opportunités d'emploi dans les secteurs industriels et technologiques.



Cependant, malgré une réduction des inégalités en termes globaux, certaines disparités demeurent, notamment entre les régions urbaines et rurales. Les réformes indiennes, bien qu'axées sur la libéralisation, ont

bénéficié principalement aux populations urbaines, cœur névralgique du pays, ce qui souligne une persistance des inégalités intrarégionales dans un pays doté d'une très grande superficie. Il **est aussi à noter que le système de castes reste persistant en Inde aggravant de fait les inégalités entre groupes sociologiques défavorisant les résultats du coefficient de Gini.**

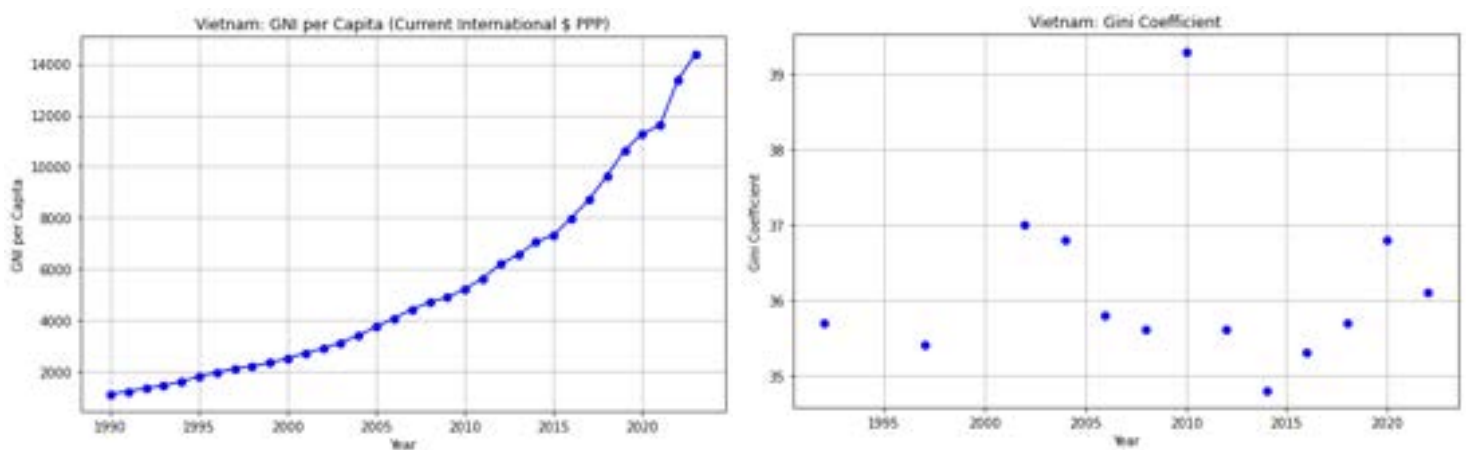
La **Thaïlande**, pour sa part, a commencé son ouverture économique dès les années 1980, optant pour une voie d'industrialisation rapide axée sur l'exportation. Ce modèle a permis au pays de se positionner comme un acteur clé dans les chaînes de valeur mondiales, avec des secteurs de production allant des composants électroniques aux automobiles. La Thaïlande a, par ailleurs, échappé à une période d'influence communiste/socialiste directe, ce qui a permis une transition plus fluide vers le capitalisme de marché.



L'ouverture rapide aux investissements étrangers a également eu des effets bénéfiques sur le RNB par habitant. En intégrant des secteurs à forte valeur ajoutée, la Thaïlande a généré des revenus significatifs qui ont contribué à la réduction des inégalités. En effet, le coefficient de Gini de la Thaïlande a diminué au fil du temps, indiquant une amélioration de la redistribution des richesses et des revenus. La Thaïlande a donc réussi à conjuguer ouverture économique et réduction des disparités de revenus, bien qu'une partie de la population rurale reste moins intégrée dans cette dynamique de croissance. Cependant, il est à noter que le coefficient de Gini

du pays reste élevé – environ 34 en 2021 – indiquant que les inégalités restent présentes dans l'économie thaïlandaise.

Le cas du **Vietnam** est intéressant dans l'analyse régionale car, bien qu'il ait entamé des réformes économiques avec la politique du Doi Moi en 1986, le pays reste sous un régime communiste strict. **Cette transition économique, bien que fondée sur une libéralisation partielle, s'est opérée sous le contrôle direct du Parti communiste.** Les réformes Doi Moi ont permis d'introduire des éléments de marché dans l'économie, **autorisant les entreprises privées et attirant des investissements étrangers, tout en maintenant un rôle central pour les entreprises d'État dans certains secteurs stratégiques.**



Les effets des réformes Doi Moi se sont traduits par une hausse du RNB par habitant, mais le coefficient de Gini du Vietnam n'a pas connu la même diminution que dans d'autres pays de la région. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment la persistance d'un contrôle étatique fort qui limite la compétitivité et la croissance des entreprises privées, ainsi que des disparités régionales significatives. **Les provinces urbaines comme Hanoï et Hô Chi Minh-Ville bénéficient largement des investissements étrangers et de la croissance économique,** tandis que les régions rurales connaissent des avancées plus limitées. Cette dualité reflète une distribution inégale des bénéfices de la croissance, conduisant à des inégalités persistantes.

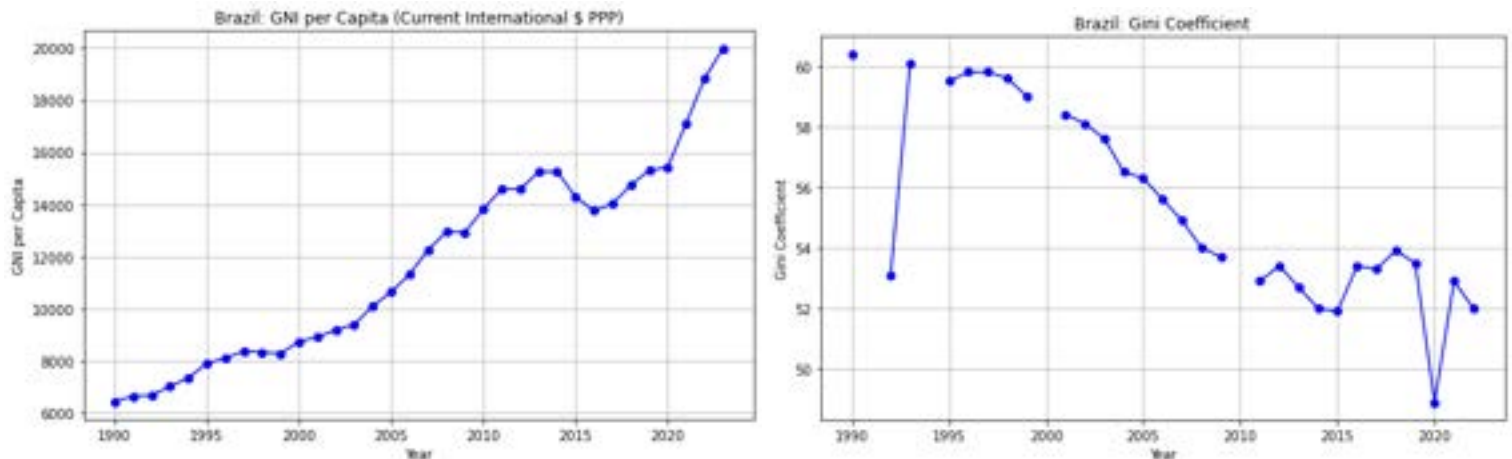
En comparant donc ces trois pays, il est clair que l'abandon des politiques communistes et socialistes au profit d'économies de marché plus ouvertes a permis à l'Inde et à la Thaïlande de réduire les inégalités tout en augmentant le revenu par habitant. **La Thaïlande, qui a échappé à une période communiste marquée, a pu connaître une croissance stable et une réduction des disparités, tandis que l'Inde, bien que moins intégrée initialement, a progressivement embrassé le libéralisme économique pour atteindre des objectifs similaires.** Le Vietnam, en revanche, illustre les limites d'une transition économique contrôlée, où l'État conserve un contrôle direct sur de nombreux aspects de l'économie. La croissance a été bénéfique pour augmenter le RNB, mais elle a eu des effets limités sur la réduction des inégalités.

L'AMERIQUE LATINE A AUSSI BENEFICIE DES OUVERTURES DE MARCHES

En Amérique latine, la fin du XXe siècle a été marquée par un mouvement vers la libéralisation économique et l'intégration des marchés mondiaux. Plusieurs pays de la région, notamment la Bolivie, le Brésil et le Venezuela, ont entrepris des réformes visant à ouvrir leurs économies, réduire le rôle de l'État et attirer les investissements étrangers. **Ces transitions ont eu des effets variés sur la croissance économique et les inégalités, mesurés ici aussi par l'évolution du RNB par habitant et le coefficient de Gini.** Cependant, alors que certains pays ont bénéficié de ces réformes en termes de réduction des inégalités, le Venezuela reste un cas d'exception où la concentration des richesses s'est accrue, malgré des tentatives de politique socialiste visant à limiter cette disparité.

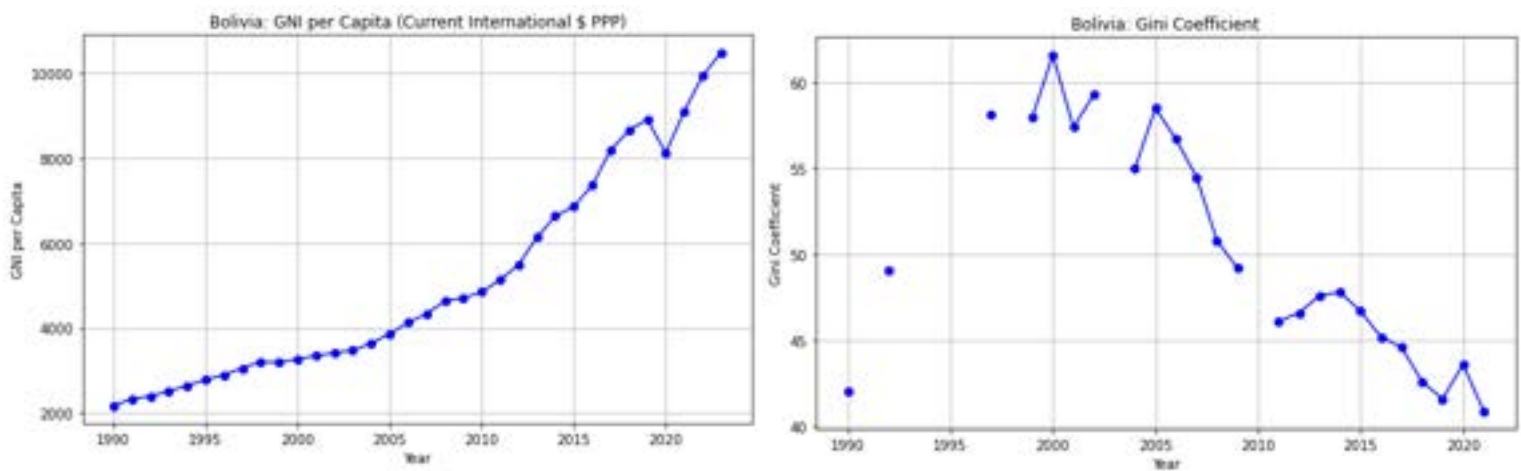
Au **Brésil**, les réformes économiques de la fin des années 1980 et des années 1990 ont marqué un tournant important pour l'économie du pays. En effet, après une période de gestion centralisée et de protectionnisme, le pays a opté pour une ouverture progressive aux marchés mondiaux. Les réformes incluaient la privatisation d'entreprises publiques, la déréglementation de

certaines secteurs et la libéralisation des investissements étrangers. Cette transition a permis d'augmenter le RNB par habitant de manière significative, tout en contribuant à la création de nouveaux emplois et à une croissance soutenue, particulièrement dans les secteurs industriels et de services, l'économie du pays étant actuellement très tertiaisée.



Ainsi, bien que le Brésil ait connu une croissance soutenue avec la libéralisation de son économie, les effets de cette ouverture se sont heurtés aux inégalités de longue date qui perdurent à travers différents segments de la société. **Les programmes sociaux, comme le « Bolsa Família », ont certes permis des avancées significatives en matière de réduction de la pauvreté en fournissant des revenus de base aux ménages les plus pauvres**, ce qui a amélioré leur pouvoir d'achat et leur accès aux biens essentiels. Cependant, ces politiques ont rencontré des limites en termes d'impact global sur la structure inégalitaire du pays. La libéralisation a également révélé des inégalités sectorielles, notamment entre les populations travaillant dans des industries modernes et bien intégrées à l'économie mondiale, telles que l'agro-industrie et l'extraction minière, et celles encore employées dans des secteurs informels ou faiblement rémunérateurs. Les gains de la croissance économique brésilienne ont été particulièrement concentrés dans les industries capables de capter les investissements étrangers et de se moderniser rapidement, souvent au détriment des travailleurs des secteurs traditionnels et peu compétitifs, qui se retrouvent davantage exposés aux aléas économiques.

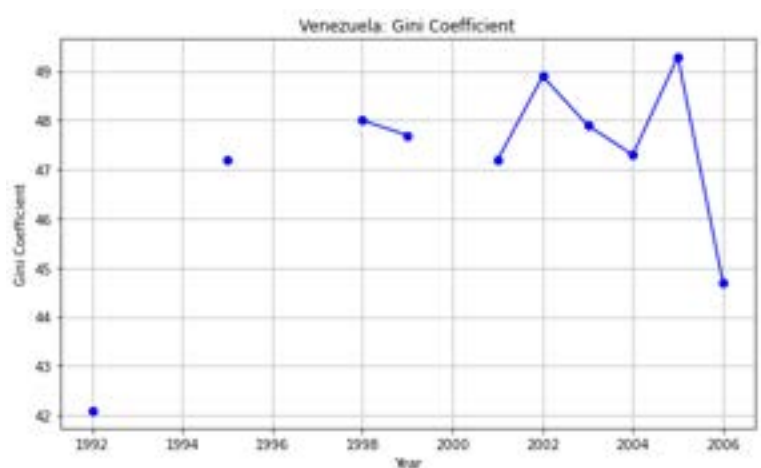
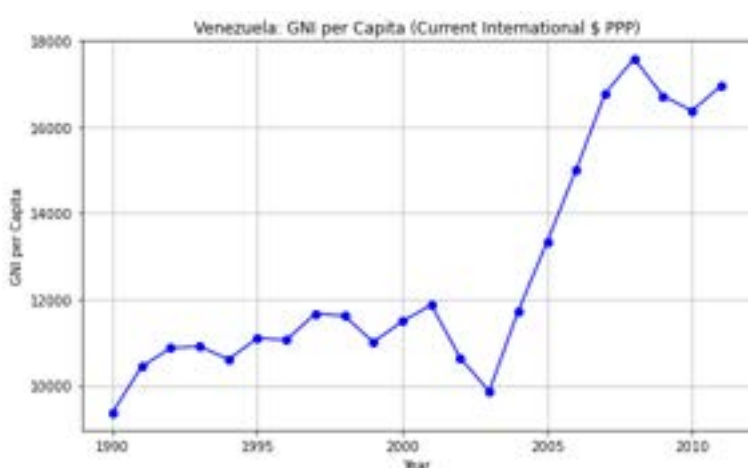
La **Bolivie**, un pays historiquement ancré dans un modèle socialiste, a également entrepris une transition vers un modèle plus libéral, bien que de manière plus progressive que le Brésil. À partir des années 1990, le gouvernement bolivien a adopté des politiques favorisant la privatisation de certaines industries, notamment dans le secteur de l'énergie, et a encouragé l'investissement étranger pour stimuler l'économie. Ces réformes ont permis une augmentation du RNB par habitant, accompagnée d'une réduction relative des inégalités, comme l'illustre le coefficient de Gini.



La Bolivie, tout en adoptant des mesures libérales, a suivi un parcours différent de celui du Brésil en termes d'objectifs sociaux et de redistribution. L'économie bolivienne a profité de l'ouverture progressive des secteurs stratégiques, notamment les ressources naturelles, qui ont attiré des investissements étrangers et dynamisé le RNB. Cette libéralisation a permis de soutenir une croissance régulière et de stabiliser certains indicateurs socio-économiques. Cependant, **en raison de la géographie complexe et des disparités régionales, l'impact de cette croissance a été inégalement réparti.** Les grandes villes, comme La Paz et Santa Cruz, ont capté l'essentiel des bénéfices, grâce à leur accès aux infrastructures et aux marchés internationaux, tandis que les régions rurales, souvent plus isolées, peinent encore à suivre le rythme de développement. Dans les années 2000, des programmes sociaux ont été instaurés pour favoriser une redistribution plus juste des revenus issus de la croissance, mais la Bolivie se heurte à des défis structurels importants. Les infrastructures de transport, d'éducation, et de

santé dans les zones rurales restent sous-développées, rendant difficile une intégration totale de ces populations dans l'économie moderne. En dépit des politiques redistributives et de la réduction de la pauvreté dans certaines régions, le coefficient de Gini demeure relativement élevé, en raison de la persistance des écarts entre les centres urbains et les zones rurales. En fin de compte, la Bolivie montre que sans investissements ciblés dans les infrastructures rurales et une diversification économique soutenue, les bénéfices de la libéralisation risquent de rester concentrés dans des poches de développement isolées, privant une partie significative de la population d'un véritable partage des fruits de la croissance.

Le Venezuela offre un contre-exemple frappant des effets des réformes libérales sur la croissance économique et la réduction des inégalités. Au cours des dernières décennies, le pays a connu une période d'instabilité politique et économique marquée par des politiques de nationalisation et de centralisation. Bien que le Venezuela ait partiellement embrassé l'ouverture des marchés dans les années 1980, l'ascension au pouvoir des dirigeants socialistes Hugo Chávez et Nicolás Maduro a entraîné un retour à un modèle étatiste, marqué par la nationalisation de nombreuses industries, y compris le secteur pétrolier, qui représente une part majeure de l'économie du pays.

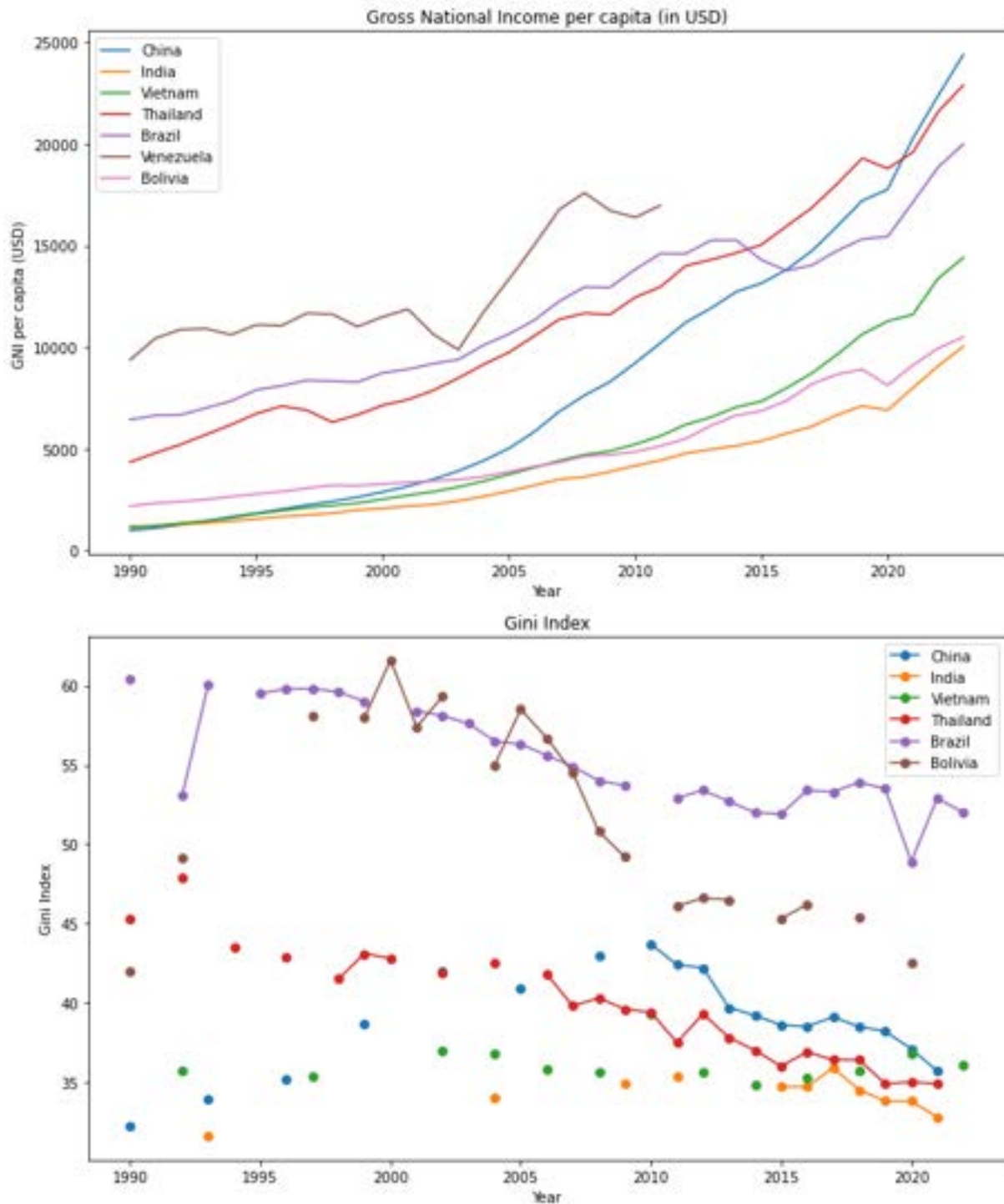


Le coefficient de Gini du Venezuela, bien que moins documenté sur l'ensemble de la période, indique une augmentation des inégalités. Les revenus tirés du secteur pétrolier, sous contrôle de l'État, ont principalement

bénéficié à une minorité et la redistribution des richesses est donc restée largement inefficace. **Par ailleurs, la faible augmentation du RNB par habitant – ainsi qu’une stagnation et même une baisse - souligne l’incapacité du pays à diversifier son économie et à attirer des investissements dans d’autres secteurs.** Le contrôle strict de l'État, les politiques protectionnistes et la mauvaise gestion des revenus pétroliers ont donc conduit à une récession économique prolongée, accentuant encore les disparités socio-économiques et maintenant le pays dans un état de pauvreté accru.

Par **Hugo Spring-Ragain**, Analystes des questions économiques du Millénaire,

ANNEXE 1 : DONNEES COMPILEES





Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*